



L'impact du "narcotrafic" à Medellín

Vincent Gouëset

► To cite this version:

Vincent Gouëset. L'impact du "narcotrafic" à Medellín. Cahiers des Amériques Latines, 1992, 13, pp.27-52. halshs-00403757

HAL Id: halshs-00403757

<https://shs.hal.science/halshs-00403757>

Submitted on 17 Aug 2011

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Frontières

L'impact du "narcotrafic" à Médellin.

Vincent Gouëset

L'impact du “narcotrafic” à Medellín

Vincent Gouëset

Dans le registre des lieux médiatiquement célèbres, Medellín occupe assurément une place de choix, pour le Cartel de la drogue et pour la violence qui secoue la ville depuis une dizaine d'années. Les statistiques traduisent crûment cette réalité : en 1991, les homicides y ont fait 7081 victimes, soit une moyenne de plus de 19 assassinats par jour.

Pourtant, Medellín ne donne pas au visiteur l'impression d'être une ville particulièrement agitée, et l'idée que l'on s'en fait à l'extérieur contraste fortement avec l'image qu'en avaient les Colombiens jusqu'à très récemment. Medellín, la seconde agglomération du pays, et longtemps le principal centre industriel, avait la réputation d'être la ville la plus dynamique, et le berceau de la *raza paisa*¹, le pendant colombien des *bandeirantes* de São Paulo, à qui l'imagerie populaire attribuait des qualités de courage, d'esprit d'entreprise, de sens des affaires, et d'attachement aux valeurs fondamentales de la famille, du travail et de la religion.

Ces deux images contradictoires de Medellín sont bien sûr excessives, et aucune ne rend bien compte de la réalité. Mais il est sûr que la ville a été profondément transformée par le Cartel, et de manière durable. Le “narcotrafic” s'est fait sentir à tous les niveaux ; il a largement pénétré la population, l'économie, les institutions et la vie politique. Il a également transformé les mentalités collectives, tant par le modèle attractif/répulsif qu'il offrait que par la banalisation de la violence qu'il a provoquée dans la ville.

On sait peu de choses sur l'ampleur réelle des “dégâts”. Prêtant le flanc à de faciles dérives sensationnalistes, ce sujet est longtemps resté tabou pour les *Paisas* eux-mêmes, souvent par crainte, parfois par complaisance. L'opinion publique a été partagée entre maximalistes et minimalistes, entre ceux qui ne voulaient pas admettre cette honteuse réalité, et ceux qu'elle obsédait. Mais les choses sont en train de changer, notamment à la faveur de la “guerre ouverte” de 1989-1990, et l'on commence à disposer de quelques études sérieuses qui permettent de faire un bilan provisoire de l'impact du “narcotrafic” à Medellín.

La ville sous l'emprise des narcotrafiquants

Le trafic de cocaïne est un problème aussi récent que grave en Colombie. Les narcotrafiquants ne sont puissants que depuis le début des années 1980, et ils n'ont fait irruption sur le devant de la scène internationale qu'en 1984, avec l'assassinat du ministre de la justice, Rodrigo Lara Bonilla. Ce meurtre marqua le début d'une vague de violence qui a fait plusieurs milliers de morts, et des dégâts matériels incalculables. Médellin, siège du fameux "Cartel", a été la ville la plus touchée, et a joué constamment comme caisse de résonance du conflit entre les trafiquants de drogue et l'Etat colombien.

Le Cartel de Médellin

Entendons-nous bien sur l'importance de Médellin pour la mafia de la drogue : la ville n'a jamais été une zone de production de coca ou d'élaboration de cocaïne (même si on a retrouvé des laboratoires dans le département d'Antioquia), pas plus qu'un centre privilégié de transit de la cocaïne vers les pays du nord. Toutes ces activités sont disséminées sur l'ensemble du territoire national, et de préférence dans des zones retirées (piémont amazonien, vallée moyenne du Magdalena, grandes plaines de l'Orénoque et de la côte Caraïbe). Médellin est le plus ancien (et longtemps le principal) "siège social" qui organise et gère le commerce de la cocaïne ; c'est aussi le centre du "Cartel", qui contrôle une grande part du trafic mondial de cocaïne, depuis la culture de la coca dans les Andes boliviennes et péruviennes, jusqu'à la distribution dans les rues de certaines villes nord-américaines.² Pendant toutes les années 1980, c'est depuis Médellin qu'ont été contrôlées ses opérations commerciales ; c'est à Médellin que se sont décidées ses actions militaires ; c'est depuis Médellin qu'ont été diffusés les nombreux communiqués publics des "extradables" (ceux dont les Etats-Unis réclament l'extradition, la seule mesure qui les effraye vraiment) ; c'est à Médellin enfin qu'ont résidé les barons de la drogue la plupart du temps, en se cachant à peine, au moins jusqu'en 1989.

D'après Daniel Pécaut³, les narcotrafiquants colombiens ne constituent pas une "mafia" au sens strict du terme, dans la mesure où ils ne sont pas regroupés au sein d'une structure rigide, avec des rites et un code de solidarité bien établis.

Le fractionnement du trafic colombien de la drogue et l'absence de solidarité entre les différents groupes sont indéniables (en particulier l'hostilité entre les Cartels de Médellin et de Cali). Il est certain également que les "noyaux" constitutifs de chaque groupe sont restreints, et qu'une grande part des activités sont déléguées à des intermédiaires plus ou moins autonomes.

Le Cartel de Médellin n'échappe pas à ces règles de fonctionnement. Ses

relations avec les autres groupes sont souvent conflictuelles, et sa structure interne est beaucoup moins rigide que l'appellation de "Cartel" ne pourrait le laisser penser. La fragmentation du "narcotrafic" s'est d'ailleurs accentuée à la faveur du conflit ouvert entre le Cartel de Medellín et l'Etat colombien (1989-90), en particulier avec la mort de Gonzalo Rodriguez Gacha, et la persécution des autres "capos" par les forces de l'ordre, qui ont affaibli la pression du Cartel de Medellín sur les autres groupes, et qui ont permis l'émergence d'une sorte de classe moyenne du "narcotrafic" (les *traquetos*), y compris à Medellín.

Pourtant, il a longtemps existé une certaine cohésion au sein du groupe, sous l'autorité féroce de Pablo Escobar⁴, et secondairement du clan Ochoa, et le Cartel de Medellín a, sinon la structure, du moins les pratiques et les méthodes d'une mafia : par la nature et le volume de ses activités illicites (drogue, trafic d'armes, contrebande, etc...) ; par sa stratégie de pénétration des circuits politiques, administratifs et économiques légaux ; par le recours systématique à la violence dans le maniement de ses affaires ; par son attachement sans cesse répété à une identité régionale forte ; par l'importance des relations familiales dans son fonctionnement (le clan Ochoa est composé du père et des trois fils ; le bras droit de Pablo Escobar, jusqu'à son assassinat en août 1990, était son cousin germain).

La pression que le Cartel a fait peser sur Medellín reflète assez fidèlement les aléas du conflit entre le "narcotrafic" et l'Etat. On peut en gros distinguer quatre phases, qui sont le résultat direct de l'évolution de leur stratégie à l'échelle nationale⁵.

— La période de maturation, de la fin des années 1970 à 1984. C'est la phase de transition entre la *Marimba* (le trafic de la marihuana, localisé principalement sur la côte Caraïbe) et la cocaïne, un trafic de beaucoup plus grande envergure, étendu à toutes les Andes du nord, et rapidement contrôlé, après une période de confusion sanglante, par le Cartel de Medellín. Celui-ci est issu de l'entente entre les quatre clans que représentaient Carlos Ledher, Pablo Escobar, Jorge Luis Ochoa et Gonzalo Rodriguez Gacha (le "Mexicain"). Cette période de genèse est caractérisée par l'hésitation, et parfois la complaisance des milieux politiques et économiques à l'égard du "narcotrafic".

— L'apogée, entre 1984 (l'assassinat du ministre Rodrigo Lara Bonilla) et 1989 (l'assassinat de Luis Carlos Galan, candidat favori à l'élection présidentielle). C'est la période d'arrogance du Cartel, celle de sa toute puissance, où il agit au vu et au su de tout le monde, et dans la plus complète impunité (surtout jusqu'à l'extradition vers les Etats-Unis de Carlos Ledher en 1987, un peu moins ensuite). C'est une époque confuse où l'irrésistible puissance économique et militaire des narcotrafiquants leur donnait des ambitions politiques nationales. C'est aussi le moment de plus forte

démoralisation de l'opinion publique et de l'Etat, tous convaincus que "*nadie puede con la cocaína*" ("personne ne peut rien faire contre la cocaïne").

— La "guerre ouverte" entre le Cartel et l'Etat, depuis l'assassinat de Galan en août 1989, organisé par Pablo Escobar, et jusqu'à la trêve déclarée unilatéralement par les "extradables" à la veille de l'investiture du nouveau Président Gaviria, en août 1990. Bien qu'elle ait été extrêmement meurtrière, et ruineuse pour l'économie colombienne, cette guerre a eu le mérite indirect de montrer davantage les faiblesses des narcotrafiquants que leur puissance, qu'on croyait pourtant sans limite. Le pays a certes été mis à mal, mais il n'a pas été détruit, ni même paralysé, comme le promettaient les nombreux et effrayants communiqués des "extradables". En revanche, le Cartel a reçu des coups très durs (dont le plus spectaculaire a été la mort de Rodriguez Gacha en décembre 1989), qui l'ont incontestablement affaibli. Ces victoires ont provoqué un renversement momentané de tendance dans l'opinion publique, et dans l'image du gouvernement : le mythe de l'invulnérabilité des narcotrafiquants a été rompu, les autorités ont repris confiance en elles-mêmes, et leur estime auprès des Colombiens s'en est trouvée renforcée.

— Une quatrième phase est ouverte depuis l'entrée en fonction du Président Gaviria, en août 1990 : celle d'un relatif apaisement du conflit. Une année de lutte ouverte avait suffi à convaincre les deux camps qu'ils ne pourraient soutenir indéfiniment un tel effort de guerre. L'opinion publique, traumatisée par la violence, et qui n'hésitait pas à renvoyer dos-à-dos les deux parties dans la responsabilité de la guerre, a également fait pression en faveur de l'"armistice". Au terme d'une période d'hésitations méfiantes et de tension, les principaux "capos" se sont rendus aux autorités. La guerre entre l'Etat et le Cartel de Médellin semble aujourd'hui terminée ; mais la fin des grandes actions terroristes est loin d'avoir rétabli le calme dans la ville.

La reddition des barons du Cartel et ses implications

Dès son discours inaugural, le Président Gaviria avait manifesté son désir d'en finir avec le "narco-terrorisme", et de mettre un terme au traitement strictement militaire et policier qu'appliquait son prédécesseur au problème du "narcotrafic", afin d'essayer de le résoudre par les voies plus classiques de la justice (à défaut de négociations directes avec le Cartel). Le gouvernement a commencé par suspendre les extraditions vers les Etats-Unis, qui constituaient la principale cible des "extradables", et il a émis au cours des mois suivants une série de décrets accordant une garantie de non-extradition ainsi que de substantielles remises de peine aux narcotrafiquants qui accepteraient de se soumettre à la justice colombienne.

Après de longues hésitations, et des tractations officieuses avec le gouvernement, qui leur ont notamment permis d'être incarcérés dans une prison spécialement aménagée pour eux dans la banlieue de Medellín, les trois frères Ochoa se sont rendus aux autorités entre décembre 1990 et février 1991, avec une relative discrétion.⁶

L'attitude de Pablo Escobar a été différente. Conscient de la grande impopularité du Cartel à la suite des campagnes terroristes, il a commencé par mettre un terme aux actions les plus violentes. Il semble qu'épuisé par des années de clandestinité et une année de guerre, il ait été tenté assez tôt par les propositions du gouvernement. Mais il a pris le soin de se placer en position de force pour négocier sa reddition, et pour cela il a recouru à une vieille recette, qui avait fait ses preuves à maintes reprises : l'enlèvement de personnalités de la classe politique et de la presse. Une tactique qui présente l'avantage de faire pression directement dans la mouvance du pouvoir, et de "museler" les critiques de la presse, sans affecter le grand public. Ont notamment été enlevées, au cours du second semestre 1990, Diana Turbay, fille d'un ex-Président et rédactrice en chef d'un hebdomadaire populaire, *Hoy por Hoy*, Francisco Santos, membre de la famille qui possède le plus grand journal colombien, *El Tiempo*, et deux femmes appartenant à l'entourage proche de Luis Carlos Galán. Enfin l'assassinat d'Enrique Low Murtra (ex-ministre de la justice, qui avait fait campagne en 1987 pour l'extradition des "capos" de la drogue), le 30 avril 1991, est venu rappeler au gouvernement que les narcotrafiquants ont la rancune tenace, et qu'ils ne baissent pas facilement les bras.

Le gouvernement n'a jamais négocié ouvertement pour la "double reddition" (celle des otages et celle de Pablo Escobar), mais de nombreux échanges ont eu lieu, par l'intermédiaire d'avocats, puis de Rodrigo Villamizar, un libéral proche de Galán, dont la femme et la sœur étaient détenues par le Cartel, et enfin par l'intervention quelque peu incongrue du père García Herreros, un prêtre charismatique, célèbre dans tout le pays pour son programme quotidien d'homélies télévisées. Le père García Herreros a pris seul l'initiative de participer à l'épineux processus de "vraie-fausse négociation", mais son intervention a fait aussi bien l'affaire de Pablo Escobar que du gouvernement. Au premier, il a offert une immense campagne de "réhabilitation publique"⁷, qui a été d'autant mieux perçue dans la presse et dans l'opinion publique que les Colombiens n'avaient qu'une obsession : en finir avec le "narco-terrorisme", qu'on avait fini par associer à la seule personne de Pablo Escobar. Au second, il a rendu le service de négocier en quelque sorte à sa place, sans être officiellement mandaté pour cela (et donc sans que le gouvernement ne soit officiellement impliqué dans de "honteuses tractations"), mais en proposant à Pablo Escobar des garanties et des concessions qu'aucun émissaire gouvernemental n'aurait pu avancer.

Pablo Escobar, qui avait annoncé son intention de se rendre à la fin du mois de mai, a attendu trois semaines avant de mettre sa promesse à exécution, le temps que soit terminée la fameuse prison spéciale d'Envigado⁸, et surtout le temps de s'assurer que l'Assemblée Constituante, qui a siégé de mars à juin 1991, adopte le principe de la non-extradition des ressortissants colombiens dans la nouvelle Constitution. Il a d'ailleurs suivi de très près les délibérations de cette assemblée, en multipliant les pressions en tout genre : chantage aux otages, menace d'une reprise du conflit si la non-extradition n'était pas approuvée, tentative de subornation des constituants, comme semble le prouver le scandale de la "cassette vidéo"⁹. Ce n'est donc pas un hasard si la reddition du "parrain" a eu lieu quatre heures seulement après le vote de la non-extradition par l'Assemblée Constituante, à une écrasante majorité, le 19 juin 1991.

Les réactions à l'incarcération volontaire de Pablo Escobar ont été très mitigées. La grande majorité des Colombiens, gouvernement en tête, l'ont considérée comme une victoire du droit et de la justice sur le crime — ou du moins sur le "narco-terrorisme" — et comme un espoir de retour au calme (ce qui a permis par exemple au quotidien *La Prensa* de titrer : *Aterrizó Pablo ; derrotado el narcoterror!* "Pablo a atterri ; défaite du narco-terrorisme"). Mais une forte minorité de l'opinion publique l'a perçue au contraire comme une nouvelle manifestation de faiblesse de l'Etat, qui a dû négocier avec les "capos" une reddition peu glorieuse, tout à leur avantage (le journal *El Espectador*, qui a beaucoup souffert de la persécution de la mafia, avait une analyse diamétralement opposée à celle de *La Prensa*, en titrant le même jour : *Ganó el terror!* "C'est la terreur qui a gagné"). En effet, la question qui courrait sur toutes les bouches au lendemain de la reddition d'Escobar était : *¿Quién se entregó a quién?* ("Qui s'est rendu à qui ?"), tant il est vrai qu'on pouvait se demander si ce n'était pas l'Etat de droit qui s'était en quelque sorte rendu au "narcotrafic", par les concessions excessives accordées à l'ennemi public N°1.

L'opinion publique internationale a d'ailleurs accueilli avec une extrême réserve l'annonce de la reddition de Pablo Escobar, qui constitue sans doute une victoire du gouvernement, mais une victoire à la Pyrrhus, chèrement acquise.

L'entorse à la morale publique que constituent les décrets de non-extradition et de remise de peine, ainsi que les conditions relativement confortables d'incarcération des barons du Cartel de Médellin, n'avaient d'autre justification que de mettre un terme à la violence du "narco-terrorisme", et accessoirement de réduire le trafic de drogue lui-même. D'autre part, la justice colombienne devait faire preuve de sa capacité à leur organiser un procès crédible, contrairement aux rares mascarades de procédure judiciaire qui leur avaient été infligées auparavant.

Mais jusqu'à présent, hormis la présence tangible des frères Ochoa, de Pablo Escobar, et d'un nombre réduit de seconds couteaux de la mafia *paisa* derrière les barreaux, aucun de ces objectifs ne semble clairement atteint : le trafic de drogue ne s'est jamais aussi bien porté en Colombie qu'aujourd'hui ; malgré la fin des attentats meurtriers, les indices de criminalité à Médellin sont plus élevés depuis la reddition de Pablo Escobar qu'avant ; et le procès des "capos", volontairement ajourné par le gouvernement pour laisser les passions retomber, et pour avoir le temps d'accumuler des preuves à leur encontre, n'a toujours pas commencé. Pire encore, au début du mois d'avril 1991, alors que Pablo Escobar était en pleine "négociation" en vue de sa reddition, la police colombienne réalisait une énorme saisie de 12 tonnes de cocaïne prête à l'expédition, qui appartenait aux frères Ochoa ; ce qui prouve qu'ils n'ont même pas renoncé au trafic de drogue depuis leur emprisonnement.¹⁰ De même, pendant la première moitié de l'année 1991, les évasions successives (et spectaculaires) de plusieurs hommes de main de Pablo Escobar laissent penser qu'il a cherché à restructurer son organisation militaire à Médellin avant de se rendre.

La puissance militaire et économique du Cartel de Médellin a sans aucun doute été mise à mal¹¹, et les grands "capos" ne sont plus en position de contrôler aussi étroitement ses activités. Mais le "narcotrafic" est loin d'être affaibli en Colombie, le malheur des uns ayant fait le bonheur des autres. Et dans quelle mesure la politique des redditions volontaires n'a-t-elle pas offert aux frères Ochoa et à Pablo Escobar, menacés sur tous les fronts (ce dernier ayant réussi l'exploit de se mettre à dos une partie de l'armée et de la police, le DAS¹², les FARC¹³, certains groupes para-militaires, et de nombreuses factions rivales du "narcotrafic" ; en un mot tout ce que le pays compte de groupes en armes), de financer sur le budget de la nation le coût (élevé) de leur protection personnelle ?

Médellin dans la spirale de la violence

Tout au long des années 1980, Médellin n'a pas cessé de voir renforcer son statut déshonorant de capitale mondiale du trafic de la cocaïne. C'est la ville la plus anciennement touchée par ce fléau, et celle où il a fait le plus de ravages. Les statistiques sont accablantes. Médellin, au début des années 1980 n'était pas une ville spécialement violente, du moins pas plus que les autres grandes villes d'un pays qui l'a toujours été. La courbe de la violence à Médellin a commencé à s'envoler à mesure que le Cartel devenait un protagoniste puissant, jusqu'à la terrible réalité actuelle : la ville de Médellin concentrait en 1990 presque le quart des assassinats de tout le pays, et son Aire Métropolitaine, avec 7403 homicides, en représentait le tiers ¹⁴.

Les homicides en Colombie et à Médellin

	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1989	1990
Médellin	431	905	948	909	1193	1700	2035	2393	3350	4141	5434
Colombie	9122	10713	10580	9721	10694	12899	15672	17419	21100	23312	24267
%	4,7	8,4	9,0	9,4	11,2	13,2	13,0	13,7	15,9	17,8	22,4

Source : Daniel Pécaut (pour la Colombie), revue *Semana* N° 461 (pour Médellin), et Police Nationale / DIJIN (pour les chiffres de 1990).

En 1991, la situation s'est encore aggravée, avec un bilan provisoire de plus de 7000 homicides dans la ville de Médellin.

La violence est depuis toujours une pratique inhérente au trafic de drogue, car il n'existe pas d'autre recours possible pour régler les contentieux de la "profession". À l'origine, le trafic de la cocaïne n'était pas plus violent que la contrebande (une véritable industrie en Colombie), la *marimba*, ou le trafic des émeraudes. Pourtant, aucune de ces activités n'a jamais débouché sur une situation aussi dramatique. Ce qui distingue le "narcotrafic", comme l'a souligné Daniel Pécaut, c'est l'existence d'un projet politique "offensif", clairement affiché, et la volonté de jouer un rôle actif dans la vie publique. Le Cartel de Médellin a cherché très tôt à pénétrer les sphères du pouvoir (tant local que national), et à influencer sur la politique de la nation. Carlos Ledher avait de bonne heure créé un journal, le "Quindio Libre", tribune de son "Mouvement Latin", et Pablo Escobar a été élu député (suppléant) d'Antioquia en 1982, à l'issue d'une campagne populiste (dont le slogan était "Médellin sans bidonvilles"), très grassement financée par ses "narco-dollars". Après l'échec de ces incursions trop voyantes dans la vie politique, la mafia n'a pas cessé de faire pression sur la vie publique, contrôlant autant qu'elle le pouvait les élections des sénateurs, des députés et des maires.

Longtemps, les narcotrafiquants se sont limités à deux catégories de cibles :

— La sphère du pouvoir, c'est-à-dire la classe politique, les forces de l'ordre, la justice, et l'administration publique locale. Les "extradables" ont laissé à leurs victimes le choix entre "le plomb ou l'argent", préférant essayer de les corrompre (et les utiliser pour infiltrer les institutions) plutôt que les tuer.

— Les milieux intellectuels, culturels, et de la presse. Il était logique que les narcotrafiquants s'en prennent aux *mass media*, qui les ont souvent dénoncés de front. Un grand nombre de journalistes et d'hommes de presse ont été victimes d'attentats, enlevés ou tués ; les journalistes étant une des catégories professionnelles les plus persécutées en Colombie. En revanche, la persécution des intellectuels n'était pas "indispensable", ni même "nécessaire" dans la stratégie des narcotrafiquants, car leur poids dans la vie

politique nationale et les institutions locales était relativement limité. Elle est le résultat des velléités politiques du Cartel de Médellin, très hostile à la gauche colombienne (influente chez les intellectuels) et aux "penseurs" en général, qui condamnaient moralement et politiquement le trafic de drogue. Des vagues d'assassinats ont eu lieu dans la seconde moitié des années 1980, dans les milieux artistiques (une troupe entière de théâtre a été massacrée en 1987), humanistes (tous les membres du comité local de la ligue des Droits de l'Homme ont été tués, sauf un) et universitaires (une campagne de terreur, dont le partage des responsabilités entre narcotrafiquants et militaires reste flou, a frappé l'Université d'Antioquia en 1987-88 ; elle a fait plusieurs dizaines de morts parmi les professeurs et les étudiants).

Médellin a donc été fortement secouée au cours des années 1980, mais jusqu'à la guerre ouverte de 1989, le Cartel avait su limiter la persécution aux élites politiques, culturelles et intellectuelles, sans frapper les classes moyennes et populaires, en général peu politisées et peu organisées. C'est une des raisons pour lesquelles une partie de la population de Médellin est longtemps restée ambiguë à l'égard du "narcotrafic". Sans lui être franchement favorable, elle n'y était pas farouchement hostile, puisqu'il les affectait peu dans leur vie quotidienne. Et nombreux sont ceux qui minimisaient son importance, par irritation contre cet interminable battage médiatique national et international qui jetait la honte sur leur ville.

Cette tendance s'est brusquement inversée après l'assassinat de Luis Carlos Galan, quand le Cartel de Médellin s'est trouvé engagé dans une lutte à mort contre l'Etat, avec l'opinion publique dressée contre lui. Les narcotrafiquants ont lancé une maladroite campagne de terrorisme généralisé, ne se limitant plus à leur conflit avec l'Etat et la gauche. Des bombes et des voitures piégées ont commencé à exploser dans tout le pays, d'abord peu meurtrières, puis délibérément offensives, tuant au hasard et semant la panique dans la population civile. Médellin a été de très loin la ville la plus touchée, puisque 315 attentats à la bombe ont eu lieu au cours du seul premier semestre 1990, et les seules voitures piégées ont tué 600 personnes entre août 1989 et juillet 1990. À cela s'ajoute une série de tueries collectives réalisées dans les lieux publics ou privés (les autorités colombiennes parlant de "massacre" quand au moins 5 personnes sont tuées en même temps), ainsi que d'innombrables assassinats individuels, dans toute la ville. Les "extradables" ont également lancé une campagne d'assassinats de policiers, de février à juillet 1990, qui a fait plus de 200 victimes à Médellin.

Avec la trêve décrétée unilatéralement par les narcotrafiquants en 1990, le climat de terreur qui avait régné sur la ville pendant "l'année folle" (août 1989 — août 1990) est retombé, et la ville n'a connu que deux attentats de grande envergure depuis cette date (la bombe des arènes, en février 1991, et

l'explosion d'une voiture piégée, en décembre). On pouvait espérer que la reddition des "capos" allait sinon enrayer, du moins sérieusement endiguer la violence qui affligeait la ville depuis une dizaine d'années. Mais il n'en a rien été, puisque le taux d'homicide est plus élevé aujourd'hui qu'avant.

La ville de Médellin souffre aujourd'hui d'un grave problème : les "années glorieuses" du Cartel ont contribué à banaliser à un tel point la violence, et elles ont permis le développement de bandes armées tellement nombreuses et offensives, qu'il faudra sans doute un long moment avant que la tendance ne parvienne à s'inverser.

Les conséquences sociales et politiques du "narcotrafic"

La banalisation de la violence et l'apparition d'un nouveau fléau social : les "sicaires"

Pour mener à bien les opérations liées au trafic de drogue, et pour lutter contre les forces de l'ordre, le Cartel de Médellin a mis en place un système opérationnel redoutablement offensif, sans équivalent dans les autres villes colombiennes, et qu'il est aujourd'hui très difficile de résorber : les "sicaires".

Recrutant massivement dans les bidonvilles de la "commune nord-orientale" de Médellin, célèbre dans tout le pays sous le nom de la *Comuna*, ils ont donné corps à une classe de jeunes délinquants, les sicaires (*sicarios*). Cette nouvelle race de tueurs à gages se caractérise par sa jeunesse (la plupart sont mineurs), par son extrême violence, et par sa très courte espérance de vie : ils sont tués très rapidement, soit par la police, soit par des bandes rivales, soit par ceux-là même qui les ont chargés de crimes compromettants. Ils sont très nombreux, puisqu'au plus fort de la guerre, en juin 1990, la police de Médellin estimait leur nombre à 6000, répartis en 500 bandes, qui quadrillaient toute la ville. Ces véritables milices urbaines n'occupent pas une place importante dans la hiérarchie du Cartel de Médellin, et n'ont pas à charge les opérations de trafic de drogue (à l'exception du marché local, qui ne représente qu'une infime partie du chiffre d'affaires du Cartel). Ce sont seulement des mercenaires, qui travaillent au coup par coup, selon des règles de fonctionnement extrêmement souples. Ils présentent pour le Cartel l'avantage de le décharger de l'exécution de nombreuses opérations militaires et terroristes, et d'être au besoin "jetables" après usage. Les sicaires n'ont d'ailleurs pas une relation exclusive avec le Cartel, et reçoivent les "commandes" de quiconque est prêt à payer pour l'élimination d'un gêneur.

Les autorités s'inquiètent sérieusement du problème des sicaires, qui a fait la preuve de son pouvoir destructif à Médellin, et qui commence déjà à faire

école dans d'autres villes. Car il est certain que ce mode de vie facile et exaltant pose un problème d'identification auprès des adolescents des quartiers populaires de tout le pays. La plupart des sicaires qui ont été interrogés avouent avoir fait, plus ou moins consciemment, le "choix d'Achille", préférant mener une vie brève mais trépidante, plutôt qu'une existence laborieuse et sans attrait. Et comment se résigner à une vie difficile, avec des revenus ne dépassant guère les 500 F par mois (le salaire minimum), quand on a pris l'habitude de gagner des milliers de francs (et beaucoup plus pour les assassinats importants) d'un simple coup de gachette ?

L'opinion publique colombienne a pris connaissance tard et avec effarement de l'ampleur du fléau de ces enfants assassins. Longtemps ignoré, ce phénomène a pris de telles proportions ces dernières années qu'il a fait brusquement irruption sur la scène médiatique. Depuis 1989, une série de films (dont *Rodrigo D*, de Victor Gaviria, présenté au festival de Cannes), de documentaires télévisés, de dossiers dans les revues colombiennes¹⁵, et de colloques se sont penchés sur le problème. Ce battage médiatique, non dénué de sensationnalisme, a eu un grand impact dans l'opinion publique, contribuant à ternir davantage encore l'image de Médellin.

Il est évident que les sicaires se sont développés par et pour le Cartel de Médellin, mais un des principaux mérites de ces émissions et de ces documents a été de montrer les limites du lien entre les deux problèmes : d'une part dans la genèse même du phénomène, une part de responsabilité revient au M 19, le groupe de guérilla aujourd'hui réintégré à la vie civile qui, à la faveur d'un bref intermède de paix sous le gouvernement de Belisario Betancur, avait organisé auprès des jeunes des bidonvilles des cours d'instruction militaire. Un grand nombre de ces guérilleros d'un jour se sont reconvertis, forts de leur expérience militaire, au *sicariato*. Mais surtout, il apparaît dans toutes les confessions des sicaires que les narcotrafiquants ont rapidement été débordés par l'appareil militaire et terroriste qu'ils avaient développé. Relativement peu nombreuses au départ, les bandes se sont multipliées à mesure que la mafia augmentait ses actions offensives, et déléguait en "sous-traitance" ses opérations à des seconds puis des troisièmes couteaux, qui eux-même recouraient de plus en plus à des têtes brûlées prêtes à tout pour faire leurs preuves.

La perte progressive du contrôle des sicaires par le Cartel est devenue patente depuis le déclenchement de la guerre ouverte, pour trois raisons :

— Pour les besoins de la guerre, les bandes juvéniles ont été surarmées, avec pour mission de semer la terreur dans la ville, et de décimer les policiers. Une fois lancées, il était difficile de les réfréner.

— Le Cartel de Médellin a reçu une série de graves coups de la part des forces de l'ordre, qui l'ont affaibli et ont obligé les "capos" à se terrer,

souvent hors de la ville. Pour cette raison, ils ont eu à un moment du mal à les contrôler et à les financer. Les conséquences ne se sont pas fait attendre : la délinquance commune a connu une recrudescence (vols de voitures, vols à l'arraché, attaques de banques, cambriolages, etc...), les sicaires se trouvant dans l'obligation de trouver d'autres sources de financement pour maintenir leur niveau de vie. Ces débordements ont été aggravés du fait de l'emprisonnement ou l'assassinat d'hommes-clé dans le dispositif militaire du Cartel, dont la bande des *Priscos*, qui avait autorité sur les autres bandes, et qui se chargeait de la répartition des "contrats". Son démantèlement a déclenché au début de l'année 1991 une lutte féroce entre les autres bandes pour le contrôle de la situation, qui a fait plusieurs centaines de morts.

— Le conflit, par sicaires interposés, entre la mafia et les forces de l'ordre a rapidement dégénéré en un conflit généralisé à Medellín. Dans une analyse de la violence à Medellín en 1991, la revue *Semana* parle des "trois guerres de Medellín" : celle des bandes entre elles, celle de la vengeance des policiers et des militaires à leur encontre, et celle des milices d'auto-défense et de "nettoyage" organisées par la population civile contre les sicaires.¹⁶

Des groupes aux noms évocateurs ("Amour pour Medellín", la "Main Noire", "Medellin Aimable", les "Milices Populaires", etc...) se sont multipliés ces dernières années. Ils sont souvent montés avec l'appui inavoué des forces de l'ordre, voire des sicaires eux-mêmes (soit par repentir, soit pour lutter contre une bande rivale). Destinés à délivrer Medellín de la délinquance, ils n'ont pas tardés à recourir aux mêmes méthodes que les bandes contre lesquelles ils luttent : assassinat systématique des adolescents de la *Comuna* (de nombreux massacres collectifs ont eu lieu en 1991, visant en priorité les sicaires et les drogués), recours au vol et à la "contribution volontaire" pour financer leurs actions.

Les milices d'auto-défense, comme les actions de représailles réalisées par les forces de l'ordre, ne font évidemment que renforcer le cercle vicieux de la violence, qui est devenue un problème endémique. Mais les victimes ne sont plus tout-à-fait les mêmes qu'en 1989-1990 : la population civile n'est plus frappée aveuglément, et les victimes sont essentiellement des jeunes de milieux défavorisés, sicaires ou supposés tels, raison pour laquelle l'opinion publique est moins indignée que pendant la "guerre ouverte". Cette situation n'est pourtant pas tenable, et l'obsession des autorités, tant nationales que locales, est de sortir du cercle vicieux de la violence, pour établir une paix durable.

L'infiltration des pouvoirs publics par le Cartel de Medellín

Le Cartel de Medellín a eu très tôt la stratégie de pénétrer les institutions de l'Etat, tant au niveau national que local. Les narcotrafiquants ont usé et

abusé de l'infiltration, la corruption et l'intimidation de toutes les institutions publiques de Médellin. Ce n'était d'ailleurs pas difficile, car les salaires de l'administration sont très bas, la vénalité et la tradition de corruptibilité des fonctionnaires est forte, en Colombie comme dans toute l'Amérique Latine. Et les moyens de coercition des narcotrafiquants dépassent largement les pratiques courantes : ils ont les moyens d'acheter très cher les complaisances, et de réprimer très durement les récalcitrants (les colombiens parlent familièrement du dilemme entre "le plomb et l'argent"). Les pouvoirs publics ne sont pas en mesure d'offrir une protection suffisante aux personnes visées, ni de lutter contre l'impunité des criminels, qui est devenue plus qu'insolente à Médellin : c'est une règle systématique.

Les secteurs les plus touchés ont été ceux de la justice (nombreux sont les juges et les avocats qui ont été assassinés ou qui ont dû fuir, nombreux sont également ceux qui ont succombé à l'appât du gain), l'administration municipale et départementale, les services publics, le corps des douanes, et surtout les forces de l'ordre : police, armée et DAS.¹⁷

Il faut reconnaître que la tâche n'a pas été facile pour elles, et que la vie d'un militaire ou d'un policier ne vaut pas cher à Médellin. Des centaines d'entre eux ont été assassinés, et ce d'autant plus facilement qu'étant de condition modeste, beaucoup vivent dans les mêmes quartiers que les sicaires, et pendant la campagne anti-policiers du premier semestre 1990, la majorité des policiers assassinés l'ont été après leur travail, en rentrant chez eux. Le problème a pris de telles proportions que près de 1500 policiers ont dû être mutés, pour limiter le massacre. Des effectifs supplémentaires ont été mobilisés, portant en 1990 à environ 7000 les effectifs des forces de l'ordre dans Médellin. Il s'agissait non seulement de renforcer les troupes, mais aussi de compter avec des hommes dont on pouvait être sûr qu'ils n'étaient pas encore infiltrés. Car le Cartel a réussi à pénétrer les forces de l'ordre autant que celles-ci ont réussi la mission inverse. Les scandales à ce sujet sont innombrables, surtout à la base, mais également parmi les sous-officiers et les officiers. Il est difficile de savoir jusqu'où est remontée cette infiltration. Bien que les Etats-Majors soient probablement hors de soupçon, la campagne virulente de la revue "Time" contre l'ex-Commandant de la Police, J. G. Medina, ou les récentes sanctions prises contre l'ex-Commandant de la Police d'Antioquia pour "enrichissement illicite", nous prouvent que le gangrénage institutionnel réalisé par le Cartel a été efficace.

La classe politique a bien sûr été une autre cible permanente de la mafia. La gauche institutionnelle (Union Patriotique et syndicats de gauche) a été persécutée sans discernement, et sans volonté d'infiltration ou de corruption : le but des narcotrafiquants était de la détruire. Le seul élu de gauche au Conseil Municipal de Médellin, Gonzalo Alvarez Henao, a déjà

échappé à sept attentats, et beaucoup de ses camarades de l'Union Patriotique n'ont pas eu cette chance.

Mais les efforts des trafiquants ont été tournés surtout vers les partis traditionnels. Bien qu'affichant un certain penchant pour le parti libéral¹⁸, ils ont adopté la même stratégie à l'égard des libéraux et des conservateurs : acheter les candidats, financer leurs campagnes, et brimer les "incorruptibles". La pression exercée à leur encontre a été très lourde, et le Cartel n'a pas hésité à enlever et/ou assassiner des hommes importants dans les deux partis. Les narcotrafiquants ont soufflé le chaud et le froid sur la classe politique, au gré des événements : tantôt ils lui déclarent la guerre, tantôt ils laissent entendre qu'ils ont trouvé un accord avec elle, ce qui est parfois vrai, et parfois n'est qu'une simple manière de les discréditer aux yeux de l'opinion publique. Il est par exemple significatif qu'ils aient souvent cherché à financer les campagnes de leurs ennemis politiques, pour les compromettre. Là encore, il est difficile de savoir jusqu'où ils sont parvenus. Très haut sans doute, comme le laisse penser la fréquence des scandales à ce sujet ; mais il est probable qu'ils aient perdu du terrain ces dernières années, car ils sont de moins en moins fréquentables. L'époque est déjà loin où Pablo Escobar se faisait élire, en 1982, député suppléant. Les deux maires élus de Médellin en 1988 et 1990 semblent au-dessus de tout soupçon (le premier ayant même échappé de peu à une tentative d'enlèvement par le Cartel). Par contre, le scandale récent d'Envigado, proche banlieue de Médellin et fief de Pablo Escobar, est un contre-exemple. L'ex-maire a été très fortement soupçonné de complicité avec le chef du Cartel, et une conseillère municipale a été emprisonnée pour les mêmes raisons. Dans cette commune, la police était ouvertement à son service, et le corps de police municipale autonome qui avait été créé travaillait également pour lui. On lui a attribué plus de 800 assassinats en deux ans, dans des conditions particulièrement atroces, jusqu'à ce que le scandale finisse par éclater et que les membres des deux polices soient emprisonnés.

Il est certain qu'il ne fait pas bon être un homme politique à Médellin, et pour relativiser les choses, il faut bien reconnaître que si le financement des partis politiques draine déjà une grande quantité d'argent sale en Europe et aux Etats-Unis, on voit mal par quel miracle les politiciens d'Antioquia, au cœur de la tempête, auraient pu y échapper.

L'Eglise enfin, d'habitude très influente en Antioquia, a plutôt brillé par son absence face au problème du "narcotrafic". Elle n'a pas été infiltrée ni franchement compromise, mais elle n'a pas non plus joué un rôle actif dans la dénonciation et le combat contre le fléau. Et elle n'a pas toujours refusé les *narco-limosnas* (l'aumône des narcotrafiquants) qui lui étaient offertes.

La crise morale et l'identité paisa en question

Les *Paisas* ont parfois eu une attitude ambiguë à l'égard du "narcotrafic", surtout au début des années 1980. Ils n'ont pas toujours su quoi penser de cet encombrant Cartel qui les a brusquement projetés sous les feux de l'actualité la plus barbare. Il n'est pas douteux qu'une majorité de gens ait rejeté d'emblée ce fléau, mais certains n'ont pas hésité à nier cette "invention des journalistes", et d'autres sont même allés jusqu'à revendiquer cette manifestation — originale mais éblouissante — du légendaire esprit d'entreprise et du dynamisme qui font l'orgueil de la culture *paisa*. Les choses ont aujourd'hui changé, car la ville a tellement souffert en une décennie qu'il n'est plus personne qui n'ait un martyr dans sa famille, dans son quartier ou dans son entourage professionnel. De plus, la consommation de cocaïne, que les Colombiens ont longtemps tenue pour un problème strictement américain, s'est répandue à Médellin comme dans aucune autre ville du pays, sous sa forme la plus nocive : celle du *bazuco* (l'équivalent du "crack" aux Etats-Unis), qui fait des ravages, surtout parmi les jeunes des quartiers populaires.

Les *Paisas* sont aujourd'hui en pleine phase de doute : ils doutent de leurs institutions, ils doutent de leur police, ils doutent d'eux-mêmes. Une enquête d'opinion réalisée en 1989 par la Chambre de Commerce de Médellin reflétait, outre la défiance générale à l'égard des autorités, le pessimisme ambiant qui règne dans la ville, et cette atmosphère d'"immédiatisme" généralisé, de refus d'envisager l'avenir au-delà du court terme.¹⁹

Il faut bien dire que les pouvoirs publics locaux, largement infiltrés et/ou réduits à l'impuissance par la pression féroce du "narcotrafic", souffrent d'une grave crise de légitimité et de confiance auprès des citoyens de Médellin. Pas seulement pour leur corruption, mais aussi pour les méthodes parfois arbitraires utilisées par les forces de l'ordre, et pour leur relative impuissance face au fléau. Comme le révélait en mars 1991 Omar Florez, maire de la ville, un sondage réalisé auprès des habitants de Médellin montrait que 70% des habitants de la ville ne faisaient pas confiance à l'armée, 84% ne faisaient pas confiance à la police, et 90% ne faisaient pas confiance aux partis politiques.

L'Etat colombien et les autorités locales ont bien tenté de réagir à cette crise, en purgeant les institutions de l'intérieur et en essayant de redorer leur image auprès de l'opinion publique. Le Président Gaviria a, dès son investiture en août 1990, créé un "Conseil Spécial pour Médellin", chargé de dresser un "Plan d'urgence sociale". Parallèlement, la mairie lançait un significatif "Plan de survie" et la télévision entreprenait la diffusion d'une campagne intitulée "Médellin ne veut pas mourir seule". De même, les forces de l'ordre ont installé trois commandements militaires spéciaux dans Médellin,

créé au sein de l'armée le bataillon "Elite" (spécialisé dans la lutte contre le "narcotrafic"), et constitué le groupe inter-corps *Unase* (Unité anti-extorsion et enlèvement), dont le siège national est à Médellin. Elles ont également lancé des campagnes de promotion comme "Médellin vaut la peine", le "Plan de présence", ou le "Plan anti-violence".

Ces campagnes répétées, qui sont autant d'aveux d'impuissance de la part des autorités, n'ont pas encore donné de résultats probants, et la situation à Médellin reste très sombre. La criminalité et l'impunité n'ont pas encore reculé, et il serait bien hasardeux de prétendre que la lutte contre la corruption a porté tous ses fruits.

Aujourd'hui, un grand nombre d'habitants de Médellin aspirent à un retour aux "vraies valeurs" de la culture *paisa*, et contemplant avec nostalgie l'image d'un passé complètement idéalisé,²⁰ "Ah, si vous aviez connu Médellin autrefois !" est un refrain que l'on entend sans cesse dans la ville, et les gens renvoient toujours le visiteur à cette vision idyllique du mythe fondateur *paisa*, pour essayer de faire oublier la place qu'a prise Médellin dans le trafic mondial de la cocaïne.

Cette tentation du repli sur soi est compréhensible, et pourtant elle est dangereuse, car comme le fait remarquer la sociologue Maria Teresa Uribe, les valeurs traditionnelles d'Antioquia sont aussi celles que revendiquent les narcotrafiquants (le goût du travail, l'esprit d'entreprise, l'attachement à la famille et à la religion) ; et surtout le mythe *paisa* est un mythe très exclusif, il est l'expression d'une minorité blanche, dominante, fermée et intolérante.²¹ Il a longtemps servi d'instrument de propagande à la bourgeoisie de Médellin, et il est porteur du projet social qui justement a échoué avec l'irruption des "classes populaires brusquement enrichies" du trafic de drogue et du *sicariato*, exigeantes et revanchardes à l'égard de la bonne société de la ville.

Les retombées du "narcotrafic" dans l'économie locale

Le trafic de drogue étant une activité totalement souterraine (et peu étudiée, pour d'évidentes raisons de sécurité), on ne dispose d'aucune donnée statistique fiable sur ses retombées économiques. On en est réduit aux hypothèses et aux conjectures, et l'on est davantage en mesure de poser les questions pertinentes sur ce sujet que d'y apporter des réponses claires.

Le battage médiatique international laisse volontiers entendre que la ville est aux mains du Cartel. Mais rien n'est moins sûr, car on oublie que Médellin est une grande métropole de plus de deux millions d'habitants, la deuxième ville du pays, et un grand centre industriel. On ne maîtrise pas facilement l'économie d'une ville aussi importante.

Le débat national sur l'économie de la drogue

Depuis trois ou quatre ans, plusieurs études ont été publiées sur ce sujet, et l'économie de la drogue fait actuellement l'objet d'un grand débat parmi les économistes colombiens ²². La polémique bat son plein sur l'évaluation des revenus de la drogue en Colombie, et sur la nature de ses effets dans l'économie nationale. Les estimations varient beaucoup d'un auteur à l'autre, et le consensus n'est même pas complet pour savoir si les revenus des trafiquants de drogue colombiens ont augmenté ou diminué au cours des années 1980.

Pourtant, il y a globalement accord sur les points suivants :

— Les revenus nets de la drogue (cocaïne et marijuana confondues) ont rapporté aux narcotrafiquants colombiens, au cours de la décennie passée, une fourchette comprise entre 1 et 5 milliards de dollars par an (les chiffres les plus courants étant de 3 à 4 milliards).

— Ces revenus, très élevés au début de la décennie, ont sans doute diminué à partir de 1983-84, eu égard à la chute des cours de la drogue aux Etats-Unis, aux politiques de répression menées de plus en plus à leur encontre, et au transfert de la production de marijuana vers le Mexique et les Etats-Unis. Ils se sont effondrés en 1989-90, à cause de la guerre ouverte en Colombie.

— Les bénéfices colombiens de la drogue représentent en moyenne entre 2 et 6% du Produit Intérieur Brut (et probablement plus au début de la décennie, l'estimation la plus haute étant de 10% pour 1982). On le voit, contrairement aux préjugés les plus courants, l'économie colombienne est loin d'être aussi dépendante de la drogue qu'on le dit (beaucoup moins qu'en Bolivie et au Pérou, où le revenu de la drogue est pourtant inférieur). Rappelons à titre de comparaison que l'ensemble de l'agriculture légale représente, bon an mal an, un cinquième du PIB national.

— Une grande partie des bénéfices de la drogue, peut-être la majorité, ne sont pas rapatriés en Colombie, et sont investis aux Etats-Unis, à Panama, et dans les paradis fiscaux du monde entier. Les estimations sur les sommes réellement introduites dans le pays oscillent entre 1 et 3 milliards de dollars par an, avec une diminution sensible au cours de la décennie.

— Les "narco-dollars" qui sont introduits en Colombie sont le plus souvent dilapidés de façon somptuaire, sans être injectés dans les circuits productifs de l'économie (à l'exception de la construction, et secondairement de l'hôtellerie et l'élevage), surtout dans le cas du Cartel de Médellin. L'agriculture intensive, les cultures et les activités extractives d'exportation, le secteur financier, et surtout l'industrie bénéficient peu de ces investissements. Schématiquement, on pourrait dire que le Cartel de Médellin a gagné et investit son argent surtout à l'étranger, et qu'en

Colombie il l'a dépensé, sans bénéfices substantiels pour l'économie locale. La question la plus débattue par les économistes colombiens est de savoir quelle est la part des effets positifs et négatifs du trafic de drogue sur l'économie. On a longtemps considéré, à tort, que le trafic de drogue était "pur bénéfice" pour l'économie colombienne. Il est certain que la croissance soutenue du début de la décennie, contrastant avec la grave crise des pays voisins, ne s'explique pas uniquement par la reprise industrielle de cette époque et par la *bonanza cafetera* de 1982-83. Les bénéfices de la drogue y sont aussi pour quelque chose. Mais ces effets positifs sont plus limités qu'on ne l'a cru, en raison de la faiblesse des investissements dans les secteurs productifs, et ils sont contrebalancés par une série d'effets pervers, négatifs pour l'économie. La plupart des économistes s'accordent aujourd'hui à penser que le "narcotrafic" n'a en définitive qu'un "effet marginal positif" sur l'économie colombienne, pour reprendre la formule d'Arturo Infante.²³ Mais certains auteurs, dans le sillage de Miguel Urrutia²⁴ n'hésitent pas à dire que les inconvénients l'emportent sur les avantages.

Selon Urrutia, les rentrées d'argent de la drogue en Colombie ont un grave effet inflationniste, et elles se font sans doute beaucoup moins qu'on ne l'a dit par la *ventanilla siniestra* de la Banque de la République (le seul endroit où il est possible de convertir en quantité illimitée des dollars en pesos sans justifier de leur provenance), mais davantage par le biais de la contrebande, de la façon suivante : les "narco-dollars" gagnés aux Etats-Unis servent à l'achat de marchandises diverses qui sont introduites clandestinement en Colombie et revendues en monnaie locale. Comme en plus une grande partie des dollars changés à la *ventanilla siniestra* servent aussi à acheter des marchandises de contrebande, le volume de cette activité lié directement ou indirectement à l'argent de la drogue est énorme. Cela représente une concurrence déloyale pour le commerce et surtout pour l'industrie, avec des pertes économiques et des suppressions d'emplois beaucoup plus nombreuses que les emplois induits par le "narcotrafic". Comme le dit Urrutia en parlant de Medellín, "... les journalistes qui se réfèrent à la prospérité engendrée par les narcotrafiquants mentionnent toujours les édifices construits par les barons de la drogue, mais ils ne se rendent pas compte que les machines arrêtées dans les usines textiles et de confection le sont par la façon même dont sont entrés les dollars qui ont financé ces constructions".

Par ailleurs, les exportations de drogue gênent les exportations légales : on a fréquemment trouvé de la cocaïne dans les expéditions de café, de fleurs, et d'autres produits (parfois à l'insu des expéditeurs), ce qui n'a pas manqué de porter le discrédit sur l'ensemble des exportations colombiennes et d'alourdir les procédures d'importations dans les pays acheteurs. D'autre part, il est certain que les dollars lavés en Colombie échappent à la fiscalité

L'impact du "narcotrafic" à Medellín

colombienne, et constituent un lourd manque à gagner pour le budget de l'Etat. Enfin, l'argument force de ce point de vue "minimaliste" est le coût de la lutte contre le "narcotrafic" pour la nation : selon une estimation du gouvernement, le montant de la guerre pour la seule année 1989 (sans tenir compte des fronts de la guérilla et des groupes d'auto-défense ruraux, eux aussi très coûteux), est d'environ deux milliards de dollars (plus de la moitié du service de la dette), dont un milliard en dépenses militaires, et un milliard en pertes économiques diverses.

Sans discuter dans le détail cette interprétation, et en prenant avec réserves les estimations probablement "gonflées" du gouvernement, il est certain que le trafic de drogue coûte cher à l'économie nationale, surtout en période de guerre, et que le bilan de ses effets positifs et négatifs n'est pas aussi tranché qu'on l'a longtemps cru.

Les retombées économiques du "narcotrafic" à Medellín

Le problème se pose à Medellín à peu près dans les mêmes termes qu'à l'échelle nationale. Le boom de la consommation des "riches heures du Cartel", auquel on doit un nombre important d'emplois, n'a pas réussi à compenser la très grave crise industrielle qui a frappé Medellín tout au long des années 1980. N'en est-il pas, comme le suggère Urrutia, indirectement responsable²⁵ ?

La construction à Medellín et en Colombie (Milliers de M² construits avec permis)

	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1989	1990(1)
MEDELLIN	1169	1530	1327	1411	1326	1667	1649	1906	1977	1168	716
(1x Croiss.)	+20,8	+30,9	-13,2	+6,3	-6,0	+25,7	-1,1	+15,6	+3,7	-32,1	-
COLOMBIE (2)	5117	5692	5582	7356	6799	7297	7510	8604	8123	7641	4445
(1x Croiss.)	-1,1	+11,2	-1,9	+31,8	-7,6	+7,3	+2,9	+14,6	-5,6	-5,9	-
% MED./ COL.	22,8	26,9	23,8	19,2	19,5	22,8	22,0	22,2	24,3	15,3	16,1

Source : Fabio Giraldo et DANE (1989-1990).

(1) janvier-août. ; (2) total correspondant aux 12 plus grandes villes du pays.

Une enquête menée en 1988 par Mario Arango auprès de 20 des principaux narcotrafiquants de Medellín rend compte de leurs préférences en matière d'investissements légaux : Neuf optent pour l'acquisition de biens immobiliers urbains et ruraux, 4 pour l'achat d'immenses fermes d'élevage bovin, 3 pour le commerce (traduire : l'importation de biens de luxe, presque toujours en contrebande), 2 pour la construction, 2 enfin pour les services personnels et les loisirs.²⁶ Ce sondage reflète assez bien les secteurs de

l'économie de Medellín qui ont profité des investissements de la drogue.

Le bâtiment a été le secteur le plus touché, ainsi que toutes les activités immobilières. Comme le montre clairement Fabio Giraldo ²⁷, l'injection de "narco-dollars" dans la construction est très nette sur toute la période, en particulier à partir de 1983. Ce sont les trois grandes villes qui ont été le plus touchées, et surtout Medellín. La preuve en a été donnée par l'effondrement de la construction dans cette ville en 1989-90, en raison de la guerre, alors que dans le reste du pays, La baisse était beaucoup moins forte. De près de 2 millions de M² construits en 1987 et 1988, on tombe à 1, 2 million en 1989, et environ 1, 1 million en 1990.

Le marché immobilier, bousculé par ces incessantes injections de "narco-dollars", s'est emballé vers le milieu des années 1980. Cette flambée de l'immobilier a porté tort aux classes moyennes, qui se sont vu interdire petit à petit l'accès aux quartiers les plus chics. Certaines zones sont devenues l'exclusive, ou presque, des narcotrafiquants, comme le fameux "Poblado". Mus par des contraintes financières, mais également par la répulsion du "voisinage honteux", beaucoup de gens ont reflué vers des quartiers plus anciens, qui se sont valorisés financièrement (comme "los Laureles"), renforçant à leur tour l'enchérissement du parc immobilier de la ville.

Un autre secteur très affecté a été le commerce, surtout le commerce de luxe, comme celui des automobiles, des bijoux, ou celui plus marginal de l'art, qui a littéralement flambé depuis le début des années 1980. Il en va de même pour les services personnels, en particulier les services domestiques (dont la prostitution de luxe ; les Colombiens parlant pudiquement de la multiplication des "mannequins"), les services de sécurité (le Cartel employant une véritable armée de gardes et de vigiles), et les services de récréation (clubs de sports, centres de loisirs, hôtellerie, etc...).

Les autres secteurs ont été moins touchés. Il semble que l'industrie a été peu pénétrée, hormis quelques branches comme la confection (mais pas la textile), ou la chimie (pour permettre l'importation de composants nécessaires à l'élaboration de la cocaïne). Mais il s'agit toujours de petites et moyennes entreprises. Le secteur financier lui aussi a été relativement épargné, et même s'il profite des injections d'argent sale (d'ailleurs limitées, car en dehors de la *ventanilla siniestra*, les mouvements bancaires sont étroitement surveillés en Colombie), ses institutions n'ont jusqu'à présent pas été pénétrées par le Cartel de Medellín. Il est certain qu'indépendamment de la stratégie économique des narcotrafiquants de Medellín, les investissements dans l'industrie et la finance sont beaucoup plus lourds, plus voyants, et donc plus difficiles à réaliser.

Quoi qu'il en soit, l'argent de la drogue a coulé à flots sur la ville, surtout à l'époque où les narcotrafiquants régnaient en maîtres. Combien de personnes

vivent de la drogue à Medellín ? Voilà une question dont la réponse est bien incertaine. Dans une estimation nationale, Salomon Kalmanovitz²⁸ proposait le chiffre de 250. 000 pour les emplois de la drogue (3% de la population active) : la moitié ou plus pour les cultivateurs de coca (tous situés en dehors de Medellín), un nombre indéterminé et fluctuant pour l'élaboration de la cocaïne, ainsi que pour l'activité induite dans la construction, et 10. 000 personnes au service direct des trafiquants (emplois domestiques en tous genres, sicaires, personnel de sécurité, comptables, prête-noms, passeurs de drogue, etc...), dont un grand nombre dans la capitale d'Antioquia.

Dans le cas de Medellín, il est important de faire la distinction entre trois catégories d'emplois dérivés du trafic de drogue :

- les emplois à plein-temps directement liés au trafic (la dernière catégorie citée), qui restent sûrement en-deçà du chiffre énorme de 10. 000 personnes ;
- les branches professionnelles légales dont les effectifs sont gonflés par le marché spécifique du "narcotrafic" (construction, restauration, commerce de voitures, etc...), et dont le volume de ce qu'on pourrait appeler les "narco-emplois" est à la fois élevé et très instable dans le temps ;
- enfin la catégorie quasi-illimitée des emplois non dépendants du marché de consommation de la drogue, mais qui bénéficient, à un degré ou un autre, de ses retombées (les commerces et les services en général, plus tous les fonctionnaires publics amenés à bénéficier des "sollicitudes" du Cartel : policiers, juges, personnels du cadastre, des impôts, des douanes, etc...).

L'emploi lié à la drogue est donc impossible à quantifier, parce que ses limites sont floues et fluctuantes, mais il est certain que la capacité d'irrigation de l'argent de la drogue est très forte, et que les "narco-dollars" ont profité à une part importante de la population, surtout si l'on ne parle plus en termes d'emplois, mais de l'ensemble des gens qui en profitent (chiffrables en dizaines de milliers, voire en centaines). Pour cette raison, les barons de la drogue ont longtemps bénéficié sinon d'un capital de sympathie, du moins d'un "capital de fascination", et d'une fréquente absence d'hostilité à leur rencontre, en particulier parmi les classes populaires, pour qui le trafic de drogue représente la seule possibilité d'enrichissement facile et rapide. Cet état d'esprit a longtemps représenté une force pour les narcotrafiquants à Medellín, où ils bénéficiaient d'une sorte d'"omerta" inspirée autant par la fascination et l'intérêt économique que par la crainte. Cette situation a changé avec la guerre.

L'impact économique de la "guerre ouverte" (1989-1990)

À partir de septembre 1989, et jusqu'à la trêve de juillet 1990, le Cartel a commis la lourde erreur de se lancer dans une campagne de terrorisme aveugle contre sa propre ville, ce qui a eu l'effet non seulement de lui aliéner

une partie des sympathies et des complaisances dont il bénéficiait, mais en plus de tétaniser l'activité économique pendant plus d'un an. Les dégâts matériels causés par les bombes ont été lourds, tant pour les pouvoirs publics que pour l'économie en général. Les gens ont déserté les centres commerciaux, les restaurants, les théâtres, les cinémas, les discothèques, etc... D'après une estimation de la Chambre de Commerce de Médellin, en août 1990, les établissements nocturnes avaient vu leurs activités s'effondrer de 48% en moyenne (et nombreux sont ceux qui ont fait faillite), ce qui les a obligés à réduire les salaires de leurs employés de 27%. De même, on estime que le nombre de taxis exerçant de nuit s'est effondré de 1200 en temps normal à 300.

Toute l'activité de la ville a eu, peu ou prou, à souffrir de la guerre lancée par les narcotrafiquants. Les vols et les hold-ups en tout genre ont particulièrement augmenté, ainsi que les enlèvements avec demande de rançon. Il est difficile de comprendre pourquoi le Cartel a pu se rendre responsable de tels dérapages, qui lui ont porté tort. Vengeance contre l'"establishment" ? Les attaques répétées des communiqués des "extradables", contre l'oligarchie et la bourgeoisie colombiennes, peuvent le laisser penser. Mais surtout, il est clair que les "capos" se sont laissés déborder par les bandes de sicaires, qu'ils n'ont pas toujours été en mesure de payer, ce qui explique bon nombre de vols et d'enlèvements contre des petits entrepreneurs et commerçants peu fortunés, en particulier dans les quartiers populaires.

Ces dommages économiques ont surtout frappé les petits commerces, vulnérables aux aléas de la conjoncture, et les petites et moyennes entreprises (les grandes ont davantage les moyens de se protéger contre le banditisme et sont plus solides pour supporter le choc). C'est particulièrement vrai dans les quartiers pauvres et dans la *Comuna*, où la plupart des petites boutiques ont été soumises au chantage du vol ou de la "protection"²⁹. Nombre d'entrepreneurs ont quitté la ville : le journal *El Tiempo* du 8 février 1991 fait état par exemple du départ concerté de 40 industriels au début de l'année, alors que le plus fort de la violence était pourtant terminé.

Au total, l'économie de la ville est sortie affaiblie de cette année de guerre. La conjoncture n'était déjà pas bonne en comparaison avec les autres villes colombiennes, et la brèche s'est encore creusée en 1990-91 : le chômage à Médellin a dépassé les 14% au milieu de l'année 1991, ce qui place Médellin en tête des grandes villes pour les problèmes d'emploi. On oublie trop souvent que la période d'apogée du Cartel de Médellin a coïncidé avec une grave crise industrielle et une détérioration des termes de l'emploi, que les largesses supposées des narcotrafiquants n'ont pas réussi à compenser. Il va de soi que ce grave problème a fait le lit du *sicariato*, et ce n'est pas un

hasard si dans la *Comuna*, le taux de chômage atteint les 40%, et si la moitié des chômeurs de la ville sont concentrés dans les communes nord-orientale et nord-occidentale, les plus pauvres et les plus violentes de la ville.

L'opposition en "trompe-l'oeil" entre les Cartels de Médellin et de Cali

Il est devenu aujourd'hui classique d'opposer les deux grands Cartels colombiens de la drogue, celui de Médellin et celui de Cali, qui se disputent le contrôle de l'exportation et de la vente de la cocaïne dans les pays du nord, et dont la violente hostilité est notoire. On s'accorde en général à considérer que le Cartel de Cali, dont la structure est moins pyramidale que celle de son rival, est composé d'entrepreneurs issus de la bourgeoisie locale, qui font leurs affaires sans faire de politique d'une manière trop ostentatoire, et sans chercher à faire pression sur la vie publique ; tandis que le Cartel de Médellin, d'extraction plus populaire, serait plus dangereux parce que plus ambitieux dans ses velléités d'ascension et de revanche sociale. Cette distinction a été largement exploitée par les medias colombiens pendant la "guerre ouverte", avec l'aval implicite du gouvernement, qui aurait sans doute aimé obtenir avec la mafia *paisa* le *modus vivendi* qui caractérisait ses relations avec celle de Cali. Les rumeurs ont même parlé d'une aide ponctuelle du Cartel de Cali aux forces de l'ordre dans certaines opérations contre son rival (comme l'assassinat de Gonzalo Rodriguez Gacha ; l'arrestation à New York de "la Quica", un proche de Pablo Escobar, etc...). De là, on a pu assister à un certain dérapage de l'opinion publique à propos de l'opposition entre un Cartel — celui de Cali — qui "savait se tenir" (c'est-à-dire s'abstenir de perturber l'ordre public) et qui, à défaut d'être fréquentable, méritait moins les "foudres publiques" que l'autre Cartel — celui de Médellin — qui n'était décidément pas tolérable.

Cette quasi-légitimation du Cartel de Cali est non seulement pernicieuse, mais en plus infondée, car bien que n'étant jamais entré en conflit frontal avec l'Etat, il est potentiellement aussi dangereux, pour plusieurs raisons :

— d'une part, le cartel de Cali est le premier bénéficiaire des coups portés à son rival, et on admet aujourd'hui qu'au bénéfice de la guerre, il l'a au minimum égalé, et peut-être largement dépassé³⁰. On pense d'ailleurs que le tout nouveau trafic de l'opium et de l'héroïne, qui semble promis à un bel avenir, est étroitement contrôlé par un groupe de jeunes *caleños*, plus ou moins indépendants à l'égard de leurs aînés. Les trafiquants de Cali sont donc amenés à occuper le premier rang dans les années 1990, comme Médellin dans les années 1980, et Barranquilla dans les années 1970 (avec la *marimba*) ;

— d'autre part, le Cartel de Cali est loin d'être pacifique, puisque depuis 1990, Cali est devenue la deuxième grande ville la plus violente du pays,

derrière Medellín, et avant Bogota. La situation de l'ordre public est en cours de dégradation dans la capitale du Valle, en lien étroit avec le "narcotrafic". On voit mal comment une activité aussi lucrative, qui n'a pas d'autres ressources que la violence pour régler ses contentieux, pourrait demeurer "non-violente" ;

— enfin, il est permis de se demander dans quelle mesure le crédit indirect dont ont bénéficié les narcotrafiquants de Cali pendant la "guerre ouverte" n'a pas contribué à les décriminaliser aux yeux de l'opinion publique. Ils semblent avoir aujourd'hui les coudées beaucoup plus franches que leurs "collègues" *paisas*, et les politiciens du Valle ont moins d'empêchement moral à les fréquenter que ceux de Medellín. Ils ont d'ailleurs réussi à pénétrer plus en profondeur l'économie locale que les Ochoa ou Escobar ne l'ont fait à Medellín.

Certes les narcotrafiquants de Cali ont su maintenir jusqu'à aujourd'hui un profil relativement bas, en évitant le "tapage" politique et médiatique de leurs homologues *paisas*, et l'exubérance passée des *marimberos* de la côte caraïbe. Mais ils contrôlent aujourd'hui une activité aussi lucrative qu'illicite, et intrinsèquement violente. Il faut donc se méfier d'une classification qui tendrait à minimiser le danger d'un Cartel par rapport à un autre, car il s'agit en définitive de la même activité, et on peut redouter que la ville de Cali ne connaisse à moyen terme le même processus de pourrissement qui a affecté Medellín dix à quinze ans plus tôt.

Notes

(1) *Paisa* (de l'espagnol *paisano*), est le nom donné familièrement aux habitants du département d'Antioquia, et en particulier à ceux de Medellín.

(2) L'organisation du trafic de cocaïne est assez bien connue, et les études sur ce sujet sont déjà nombreuses. Voir notamment "Les rois de la cocaïne" de Guy Gugliotta et Jeff Leen, Presses de la Cité, Paris, 1989 ; "Coca Coke" de Alain Delpirou et Alain Labrousse, la Découverte, Paris, 1986 ; "Los jinetes de la cocaína" (1987) et "La coca nostra" (1991) de Fabio Castillo, Documentos Periodísticos, Bogota ; et "La drogue dans les pays andins : Bolivie, Colombie, Pérou", de Gilles Bataillon, Hérodote, N° 57, 2ème trimestre 1990, pp 87-112.

(3) Daniel Pécaut, "La Colombie dans la tempête", *Problèmes d'Amérique Latine*, N° 98, 4ème trimestre 1990, pp 3-30.

(4) Pablo Escobar est le plus agressif des trafiquants colombiens. On lui doit l'"autorité morale" de nombreux crimes, et il signe souvent de ses empreintes digitales les communiqués des "extradables". Mais c'est aussi le plus gros narcotrafiquant colombien : à lui seul, il concentre un quart des revenus du Cartel de Medellín (soit environ un cinquième du total national), ce qui représenterait un maximum annuel de 950 millions de dollars. D'après Salomon Kalmanovitz, "El poder blanco", *Revista 90*, N° 2, mai 1991, pp 10-16.

(5) Sauf pour les retombées les plus récentes, nous ne rentrerons pas dans le détail du problème national et politique de la drogue. Cet aspect a été étudié dans les articles de Daniel Pécaut parus dans les *Problèmes d'Amérique Latine*, en particulier dans le dernier (op. cit). Voir

également d'Olivier Dollfus, "Terres de violence : Pérou, Colombie", *Hérodote*, N° 58/59, 3ème et 4ème trimestre 1990, pp 338-366.

(6) Ce soucis de discrétion était tel que Jorge Luis, le chef du clan (et le N° 2 du Cartel), a choisi la date du 15 janvier — jour de l'échéance de l'ultimatum lancé à Saddam Hussein — pour se rendre, afin que l'événement passe le plus inaperçu possible dans l'actualité internationale, et que le gouvernement ne soit pas soumis à des pressions étrangères en faveur de son extradition.

(7) N'hésitant pas à répéter à la télévision et dans la presse que c'était un "homme bon", un "bon catholique", etc... ; autant de formules somme toute compréhensibles dans la bouche d'un prêtre, mais qui ont passablement irrité une partie de l'opinion publique nationale et internationale. Cette campagne a bien sûr été parfaitement orchestrée par Pablo Escobar lui-même, qui a pris le soin de faire éditer (et diffuser à grande échelle) dès la fin de l'année 1991 une biographie écrite comme une véritable hagiographie (*He aquí a Pablo Escobar*), et qui a su libérer les otages qu'il détenait peu de temps avant sa reddition, pour retourner l'opinion publique en sa faveur.

(8) "Sa" prison en quelque sorte, puisqu'elle a été construite pour lui, dans son fief d'Envigado, et peut-être même sur son instigation personnelle (comme le laissent penser les révélations de la revue *Semana*, "¿Quién hizo esta cárcel ?", N° 476, 18 juin 1991, pp 18-22). Sans être tout-à-fait luxueuse, il s'agit d'une prison confortable (surtout en comparaison avec l'ordinaire des prisons colombiennes), où Pablo Escobar est le principal prisonnier (accompagné uniquement de co-détenus qu'il a choisis lui-même, et qui sont des hommes de main à lui), et où il jouit de certains privilèges, comme celui de ne jamais être en contact direct avec l'armée qui assure sa protection, ou de recevoir en toute impunité des visiteurs instamment recherchés par les forces de l'ordre.

(9) Une cassette qui aurait filmé un flagrant délit de tentative de corruption d'un des membres de l'Assemblée. Le scandale n'a éclaté qu'après l'entrée en vigueur de la nouvelle Constitution, mais il a été d'autant plus fort que le Président Gaviria et le Ministre de la justice ont eu connaissance de cet enregistrement avant le vote de l'article incriminé.

(10) Et le *Washington Post* révélait au même moment qu'ils auraient fêté en prison, avec la complicité des autorités carcérales, le succès d'un gros envoi de cocaïne en Espagne.

(11) Comme aime à le répéter le gouvernement, tous les "fondateurs historiques" du Cartel sont aujourd'hui morts ou en prison. Une grande partie des biens du Cartel de Médellin ont été mis sous séquestre, ses activités ont été entravées par la persécution des forces de l'ordre, et plusieurs de ses responsables ont été tués ou arrêtés.

(12) Département Administratif de Sécurité.

(13) Forces Armées Révolutionnaires Colombiennes.

(14) L'agglomération (ou Aire Métropolitaine) de Médellin compte en 1992 environ 2, 1 millions d'hab. (7% de la population nationale). Elle se compose de la ville de Médellin (1, 5 millions d'hab., soit 5% de la population colombienne) et de 9 autres communes qui forment sa banlieue.

(15) Revue *Semana* N° 405 (6 février 1990), N° 408 (27 février 1990) et N° 426 (3 juillet 1990). Voir également "No nacimos pa'semilla" d'Alonso Salazar, CINEP, Bogota, 1990, et "El pela'ito que no duró nada" de Victor Gaviria, Médellin, 1990.

(16) "Las 3 guerras de Medellín". Revue *Semana* N° 461, 5 mars 1991.

(17) La police a été plus touchée que l'armée. La revue *Semana* avançait le chiffre, plus symbolique que "statistique", de 80% du corps de la police de Médellin suspecte d'"enrichissement illicite" en 1987. *Semana*, N° 247, 27 janvier 1987 ; cité par Gabriel Murillo, in "Narcotráfico en Colombia...", op. cit. p 254.

(18) D'après l'enquête de Mario Arango auprès des membres du Cartel (op. cit.). Mais comme le précise Arango lui-même, il ne s'agit pas d'un libéralisme de conviction : ... "ils sont libéraux parce que le parti libéral a toujours été un parti ouvert à l'ascension des classes nouvelles, et également parce qu'il n'a pas de contraintes morales". Interview de Mario Arango par la revue *Semana*, N° 333, 20 septembre 1988.

(19) "Lo posible y lo real : el espejo mágico de la antioqueñidad", enquête de la Chambre de Commerce de Medellín, in *Revista antioqueña de economía y desarrollo* N° 30, sept-déc. 1989.

(20) Et Medellín n'est-elle pas la capitale colombienne du tango, musique nostalgique s'il en est ?

(21) Maria Teresa Uribe, "La territorialidad de los conflictos y de la violencia en Antioquia", in *Realidad social*, Gobernación de Antioquia, Medellín, 1990. Sur le mythe "paisa" et son utilisation politique et sociale, voir également l'excellente synthèse de Jorge Orlando Melo, "Política y políticos de Antioquia", in "Los estudios regionales : el caso de Antioquia", FAES, Medellín, 1982, pp 265-286.

(22) Le niveau et les arguments de ce débat sont d'une qualité inégale. Parmi les études les plus sérieuses, signalons les numéros spéciaux des revues *Coyuntura Económica* (Vol. XVIII, N°3, septembre 1988) ; *Nueva Sociedad* (N° 102, juillet-août 1989 ; il s'agit d'une revue vénézuélienne, où ont écrit des auteurs colombiens) ; *Economía Colombiana* (N° 226-227, février-mars 1990) ; et *Revista de la Universidad Nacional* (N° 22, 1990). Voir également les deux excellentes études pluridisciplinaires de l'Université des Andes : *Economía y política del narcotráfico*, de Juan Tokatlian et Bruce Bagley, CEREC, Bogota, 1990 ; et "Narcotráfico en Colombia ; dimensiones políticas, económicas, jurídicas e internacionales" de Carlos Arrieta, Luis Orjuela, Eduardo Sarmiento et Juan Tokatlian, Tercer Mundo, Bogota, 1991. Il existe d'autres études sérieuses, mais qui portent davantage sur les implications politiques, juridiques et sociologiques du trafic de drogue, comme "Fármacos y estupefacientes : política y moral" de Edgar Saavedra ; "La legislación colombiana en materia de estupefacientes" de Fernando Velasquez ; "Hacia una alternativa para la política de las drogas en América Latina" de Juan Fernandez ; "Droga, corrupción y poder" de Alvaro Camacho ; et "Coca, colonización y guerrilla" de Fernando Cubides, Jaime Jaramillo, et Leonidas Mora (pour se limiter aux publications colombiennes). Ce débat a déjà été en partie rapporté par Daniel Pécaut dans "La Colombie dans la tempête", op. cit.

(23) Le Recteur de l'Université des Andes. In "Narcotráfico en Colombia...", op. cit., p 20.

(24) Un économiste de renom, actuellement directeur du centre d'études "Fedesarrollo". Il a rendu public, fin 1990, un rapport selon lequel le trafic de drogue serait en quelque sorte la ruine de l'économie nationale. "Análisis costo-beneficio del tráfico de drogas para la economía colombiana", document photocopie, Bogota, 1990.

(25) Medellín est le second pôle industriel colombien, et le cœur de l'industrie textile nationale. Un tiers de sa population active travaille dans l'industrie, le plus fort taux parmi les grandes villes. Mais la crise industrielle y a été très forte : plus de 20. 000 emplois industriels ont été supprimés entre 1980 et 1986, et le taux de chômage y est très élevé.

(26) Dans son livre complaisant mais fort instructif : "El impacto del narcotráfico en Antioquia", éd. J. M. Arango, Medellín, 1988.

(27) Fabio Giraldo, "Narcotráfico y construcción", revue *Economía Colombiana*, op. cit., pp 38-49.

(28) Salomon Kalmanovitz, "La economía del narcotráfico en Colombia", revue *Economía colombiana*, op. cit., pp18-28.

(29) Un responsable de la Chambre de Commerce interrogé en mars 1991 estimait que la proportion des commerces de Medellín soumis à l'extorsion de fonds par les bandes de sicaires est au moins de 10%, en majorité dans les quartiers populaires.

(30) D'après "¿Y del Cartel de Cali qué ?", revue *Semana* N° 460, op. cit.